

AGRIDAPE

Les éleveurs du Sahel face à la crise pastorale de 2009



Edito

Chères lectrices, chers lecteurs,

Depuis 2003, le programme AGRIDAPE fait la promotion de pratiques agricoles alternatives et durables, basées sur les expériences et les savoirs des exploitations familiales. Ainsi, à travers des magazines thématiques, AGRIDAPE illustre les capacités et les innovations paysannes face aux multiples défis qui se posent aux communautés. Ce n'est pas un hasard si pour la première fois, depuis sa création en 2003, le magazine AGRIDAPE propose un numéro spécial à ses lecteurs portant sur les résultats consolidés d'une recherche sur la crise pastorale survenue au Sahel en 2009/2010.

La problématique pastorale en Afrique de l'Ouest a toujours occupé une place importante dans le magazine. En effet, l'élevage pastoral dans sa diversité, en plus d'être un mode de vie adapté à l'environnement sahélien, joue un rôle actif dans la sécurité alimentaire des populations. Pourtant, la sécheresse de 2009 aurait affecté, selon certaines estimations, près de dix millions de personnes dans cinq pays sahéliens. Or, la répétition à intervalles de plus en plus courts des crises crée une situation de précarité alimentaire quasi permanente en particulier chez les éleveurs.

Face à cette situation, le Réseau Billital Maroobe (RBM) avec l'appui de certains partenaires (notamment Oxfam International et IRAM Association) s'est investi pleinement pour alerter l'opinion publique et juguler les effets de cette crise. Malgré ces efforts, les réactions des Etats, des partenaires au développement et des institutions d'intégration n'ont pas été à la hauteur des défis. Tenant compte de cette situation, le RBM a réalisé une étude dans quatre pays sahéliens (Niger, Tchad, Mali et Burkina Faso) sur la perception de la crise de 2009/2010 par les éleveurs, ainsi que sur la performance des dispositifs publics.

Il en ressort que la crise pastorale de 2009/2010 a, à la fois, confirmé la résilience des populations pastorales, leur capacités d'adaptation et l'inadéquation des politiques d'aide d'urgence. C'est donc en soutien à cette initiative pastorale d'information et d'interpellation des acteurs publics que le magazine AGRIDAPE lance ce numéro spécial intitulé «Les éleveurs du Sahel face à la crise pastorale de 2009» comme une preuve de plus de la capacité d'innovation, d'organisation et de propositions des pasteurs en Afrique de l'Ouest.

Etude conduite par Bilitat Maroobé
et ses partenaires techniques et financiers
Coordination éditoriale : IED AFRIQUE
Comité éditorial : Awa Faly BA MBOW, Bara GUEYE,
Mamadou FALL, Make DANGNOKHO

© crédit photos : couverture
Conception & Impression :
D&P : +221 77 372 60 54

SOMMAIRE

Editorial 2

1 Le Réseau "Billital Maroobé" :
une organisation faïtière sous-régionale africaine
par et pour les éleveurs et pasteurs 3

2 Comprendre la crise pastorale de 2009-2010 au Sahel 4

- Des facteurs cumulés pour une crise pastorale de grande ampleur 4
- Des perceptions différenciées de la configuration de crise 4

3 Réponses et stratégies des pasteurs face la crise de 2009 7

- Une vigilance accrue des éleveurs fondée sur la veille informative 7
- Une stratégie d'adaptation basée sur la flexibilité et la diversité 7
- Des degrés de vulnérabilité variables au sortir de la crise pastorale 2009 8

4 Les faiblesses de la réponse des dispositifs publics en 2010 10

- Diagnostic précoce, mais action tardive 10
- Non prise en compte de la spécificité pastorale 10
- Un décalage entre volume des appuis fournis et ampleur des besoins identifiés 11

5 Conditions de vie et résilience des systèmes pastoraux après la crise 12

- Une crise à effets divers 12
- Enseignements sur la résilience des systèmes d'élevage 12
- Défis majeurs de la période post-crise 13

6 Comment améliorer la complémentarité et la synergie entre les dispositifs publics et les stratégies des pasteurs ? 14

- Un soutien renforcé et mieux ciblé aux ménages des pasteurs 14
- Des actions d'amélioration pour l'efficacité des dispositifs d'intervention 14
- Des interventions structurelles permettant de renforcer l'adaptation des systèmes pastoraux mobiles et de limiter les pertes en période de crise 15
- Forum de Gogounou sur la transhumance transfrontalière 15

REMERCIEMENTS

Le Bureau de Coordination du Réseau et son Secrétariat Technique par la voix du Président du réseau témoignent sa gratitude aux antennes nationales du Réseau qui ont fait preuve d'un dynamisme tout au long du processus qui est sanctionné par l'élaboration de ce numéro spécial. Nous profitons aussi de l'occasion pour renouveler nos vives remerciements aux partenaires techniques et financiers qui ont accordé leur confiance au RBM tout au long des différents chantiers qui ont jalonné l'évolution institutionnelle et organisationnelle du RBM.



une organisation faitière par et pour les éleveurs et pasteurs

Le Réseau des organisations d'éleveurs et pasteurs d'Afrique "Billital Maroobé" est né en décembre 2003, à Dori, au Burkina Faso, avec pour mission de parvenir à une véritable sécurisation de l'économie pastorale, en suscitant et accompagnant toutes les initiatives (individuelles ou collectives) d'organisation et d'appropriation des innovations techniques, en œuvrant pour le rétablissement de l'équilibre écologie/effectifs du cheptel. RBM se fixe par ailleurs, comme mission de lutter contre les ostracismes dont sont victimes les pasteurs, ceci afin de mieux contribuer à la construction de l'intégration sous-régionale

Au départ le Réseau couvrait trois pays (Burkina Faso, Mali et Niger). Progressivement, la zone d'intervention s'est élargie à quatre autres pays, notamment le Bénin, la Mauritanie, le Nigeria et le Sénégal.

Le développement du réseau s'accompagne d'une réflexion stratégique permanente dans un souci d'efficacité et d'une plus grande complémentarité avec les actions menées par les organisations à la base. Ainsi, les domaines de prédilection et d'action du RBM se sont recentrés, depuis l'Assemblée Générale de 2009, autour de :

1. La mise en œuvre des campagnes et trajets de plaidoyer au profit des éleveurs et pasteurs dans le cadre de la formulation de politiques ;
2. L'élaboration des politiques nationales et sous régionales ;
3. Le renforcement des capacités de ses membres pour accompagner les dynamiques locales, nationales et sous régionales.

Ainsi, le Réseau va focaliser ses interventions sur le plaidoyer et le lobbying, ainsi que sur le renforcement des capacités. Les organisations membres ont pour mandat, entre autres, de fournir des services technico-économiques à leurs membres. C'est dans cette logique que s'inscrit la mise en œuvre du programme Pastoral Régional Ouest Africain. Son objectif est d'appuyer les communautés pastorales en Afrique de l'Ouest à se doter de moyens d'existence durables et d'institutions représentatives dynamiques et viables, dans un environnement politique qui tient compte de leurs intérêts.

En symbiose avec la mission principale du Réseau qui est de «parvenir à une véritable sécurisation de l'économie pastorale», le Programme Pastoral vise à (i) créer un espace d'échanges entre les différents acteurs interpellés par la problématique du développement de l'élevage (pouvoirs publics, organismes de développement, institutions sous-régionales et organisations paysannes), afin qu'ils puissent développer une réflexion concertée sur les thématiques et problématiques précises ; (ii) intégrer et partager son avis dans les cadres de concertations nationales, sous régionaux et mondiaux ; (iii) prendre la pleine mesure des enjeux institutionnels en développant une véritable stratégie de partenariat et d'alliances au niveau sous régional et les partenaires techniques et financiers ; (iv) élargir sa base institutionnelle par le réseautage, la création d'alliances et la collaboration avec d'autres acteurs sur des sujets et thématiques précis ; et (v) devenir un acteur ayant une légitimité et une expertise dans le domaine du lobbying et du plaidoyer sur des thématiques précises.

C'est ainsi que le Réseau Billital Maroobe (RBM) avec l'appui de ses partenaires, notamment Oxfam International et IRAM, s'est investi dans cette étude sur la crise pastorale de 2009. L'idée est d'alerter l'opinion publique et surtout de donner une perspective émanant directement des communautés pastorales.

DESCRIPTION DE LA METHODOLOGIE DE CONDUITE DE L'ÉTUDE

L'étude de terrain a été réalisée par des équipes de consultants nationaux en relation avec les Antennes nationales du RBM implantées au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Tchad. Ces consultants ont assuré la collecte des témoignages des éleveurs. La consultation des pasteurs et d'autres acteurs confrontés à la crise pastorale de 2009 a porté sur les objectifs suivants : (i) l'évaluation de l'impact socio-économique de la crise dans quatre pays qui ont été durement affectés par la sécheresse ; (ii) l'analyse de la portée et des limites des réponses apportées par les Etats ; (iii) l'analyse des stratégies d'adaptation développées par les familles d'éleveurs ; et (iv) la définition d'un cadre d'action en matière de plaidoyer pour renforcer l'efficacité des dispositifs de réponses aux nouvelles crises prévisibles.

Le recueil des témoignages sur la crise a été effectué auprès d'un échantillon relativement diversifié du point de vue géographique et social. Le souci qui a prévalu dans ces choix a été d'intégrer les différentes communautés d'éleveurs vivant au niveau de chaque site, ainsi que les principaux systèmes d'élevage et de prendre en compte différents degrés de vulnérabilité au sortir de la crise (pasteurs et agropasteurs ayant réussi à préserver leurs systèmes, mais aussi ceux qui ont fait preuve d'une grande vulnérabilité). Au terme de l'enquête, il a été rapporté pour chaque site une dizaine de témoignages de familles d'éleveurs dont le profil reflète la diversité des situations rencontrées sur le terrain en ce qui concerne notamment les groupes ethniques et les systèmes d'élevage. C'est précisément la transcription des dires de ces familles d'éleveurs qui fait l'intérêt de la présente étude. Il convient de souligner que la principale limite de l'étude réside dans le fait que les entretiens ont été centrés sur les éleveurs et les autres acteurs locaux et n'ont pas suffisamment pris en compte les points de vue des responsables des politiques publiques (les acteurs clefs des dispositifs de prévention et de gestion des crises).



• Des facteurs cumulés pour une crise pastorale de grande ampleur

En 2009, le Sahel a connu une grave crise résultant d'un déficit pluviométrique important qui a entraîné une forte sécheresse, avec des répercussions directes tant sur les productions agricoles que sur la génération de fourrage avec un déficit prononcé dans plusieurs zones pastorales et agropastorales. Selon certaines estimations, cette crise aurait affecté près de dix millions de personnes dans cinq pays sahéliens. « *le Niger, qui a déjà dû faire les frais d'une crise similaire en 2005, serait le pays le plus touché avec plus de 50% de la population exposée au risque d'insécurité alimentaire (soit 8 millions de personnes), suivi du Tchad avec 20% de la population concernée (2 millions de personnes). Le Nord Nigeria, le Nord Mali et certaines zones du Nord du Burkina seraient aussi affectés par une crise alimentaire d'ampleur plus faible* »¹.

Outre le caractère erratique et la faible intensité des précipitations en 2009, un continuum d'aléas climatiques avait déjà fragilisé les systèmes pastoraux. D'ailleurs, dans les régions pastorales et agropastorales du Niger, du Tchad, du nord du Mali et du nord du Nigeria, la saison des pluies 2009 a été la deuxième année consécutive de déficit pluviométrique.

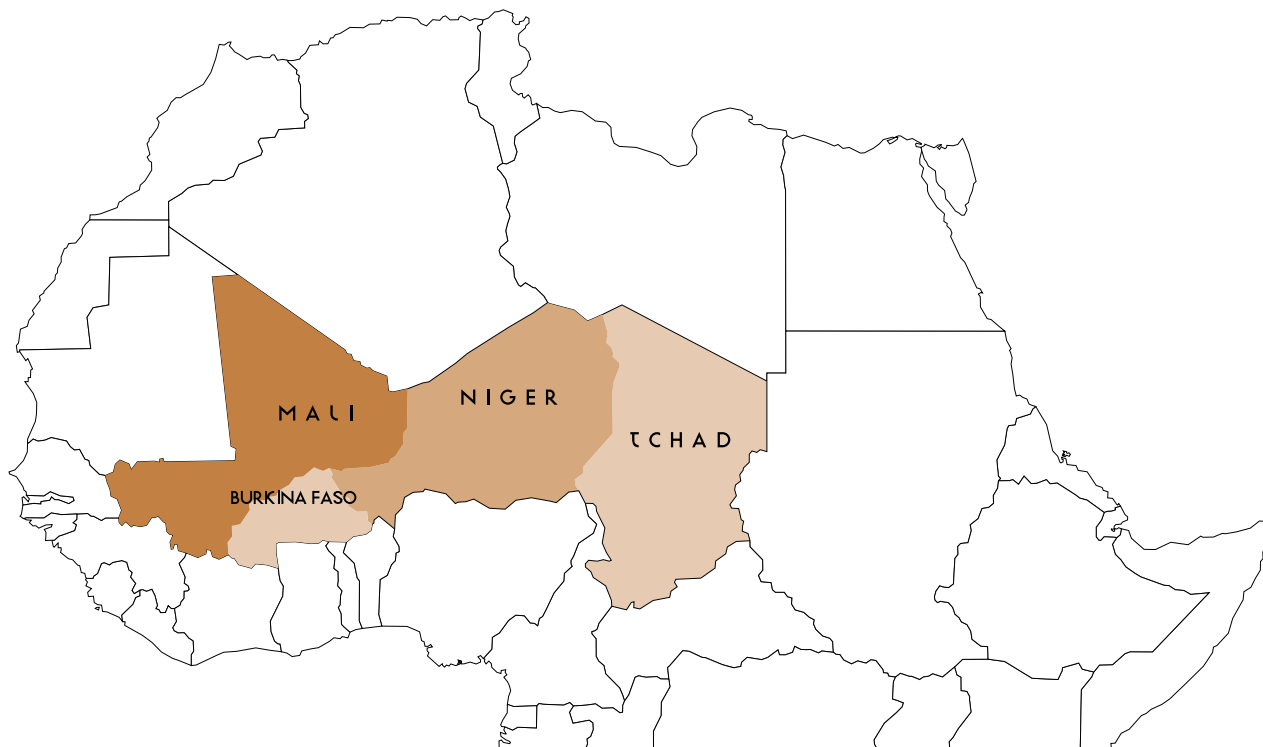
A ces difficultés, s'ajoutent les conséquences agraires de la poussée démographique qui rendent l'élevage pastoral extrêmement vulnérable du point de vue de l'accès aux ressources naturelles. En effet, le développement du pastoralisme est actuellement entravé par la réduction de l'espace pâturable et la remise en cause des usages pastoraux, des ressources naturelles stratégiques. Le Sahel enregistre une progression rapide du front agricole, de l'ordre de 3 à 6% par an, au détriment des terres de parcours². Dans les zones d'accueil transfrontalières, la pression agricole et forestière sur les terres a conduit à l'occupation des espaces pastoraux (obstruction des pistes de passage et des couloirs de transhumance, annexion des zones d'accueil, accaparement des ressources clés, etc.).

• Des perceptions différenciées de la configuration de la crise

Les témoignages recueillis dans l'ensemble des zones d'étude concourent à confirmer que la saison des pluies 2009 a été très mauvaise. Nombre d'interlocuteurs lui confèrent une ampleur comparable à celle des grandes sécheresses au Sahel. Par-delà cette appréciation partagée sur le bilan global de la saison des pluies, les pasteurs n'ont pas une perception uniforme de la configuration de la crise. Dans chaque zone

¹ IRAM, 2010. Les éleveurs sahéliens en insécurité alimentaire. Point sur la situation de sécurité alimentaire dans les pays sahéliens. Document thématique interne.

² CEDEAO/OCDE/CSAO, 2008. Elevage et marché régional au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Potentialités et défis.



d'étude, le regard porté sur la crise est déterminé par un faisceau de paramètres liés notamment aux caractéristiques spécifiques du milieu physique, au mode de fonctionnement des systèmes d'élevage et aux stratégies développées par les éleveurs.

NIGER, ZONE DE TANOUT

Le département de Tanout se situe au nord de la région de Zinder. Il s'agit d'une zone d'importance stratégique pour l'élevage.

A Tanout, on distingue plusieurs systèmes de mobilité : (i) grande transhumance ; (ii) moyenne transhumance ; et (iii) petite transhumance. Le déplacement se fait sur la base d'une prospection préalable visant à identifier les sites d'accueil et à négocier les accords sociaux entre les pasteurs transhumants et les communautés autochtones. Pendant les «bonnes» années, les animaux séjournent en saison sèche dans la zone agropastorale située entre Zinder et Tanout qui dispose de puits profonds, de puisards et de forages villageois. En année «moyenne », après un bref séjour dans la zone pastorale, les pasteurs et les agropasteurs se replient vers le sud, à la suite du tarissement des mares. Pour les années jugées «mauvaises», les déplacements sont plus aléatoires. Les pasteurs et les agropasteurs quittent en saison sèche leurs terroirs d'attache à la recherche de pâturage dans d'autres secteurs ou se replient vers les zones mieux arrosées du Nigeria.

De l'avis des éleveurs interrogés, la saison des pluies 2009 est arrivée plus tôt que d'habitude. Les vents et les pluies éparses ont fait disparaître la paille de l'année antérieure. Au mois de juin, certains secteurs du département ont enregistré une pluie utile qui a fait apparaître des poches de pâturage. Le bétail s'est donc concentré dans ces espaces. Par la suite, une période de sécheresse de plus d'un mois s'est installée. De plus, la fin de la saison des pluies est intervenue plus tôt que d'habitude, avant la fin du mois de septembre. Plusieurs familles d'éleveurs considèrent que cette crise est similaire à celles de 1973 et 1984 et qu'elle s'inscrit dans un continuum d'années déficitaires qui ont commencé en 2005 et connu leur pic en 2009 pour se prolonger en 2010, malgré une bonne

saison pluvieuse marquée d'ailleurs par des inondations catastrophiques.

TCHAD, ZONE DE HARAZE AL BIAR

Cette zone qui est un département de la région de Hadjer Lamis se situe au centre ouest du pays et longe le fleuve Chari jusqu'au lac Tchad. L'une des mutations majeures, en cours, porte sur la diversification des activités exercées par des familles dont la situation économique s'est dégradée à la suite des sécheresses répétées. La mobilité s'organise en groupe (par famille ou fraction) pour des raisons de sécurité. Les amplitudes des déplacements varient entre 100 à 300 km et peuvent atteindre même 500 km en période de crise.

Le choix des destinations et des itinéraires est construit en s'appuyant sur des accords sociaux que les transhumants entretiennent avec les populations des zones d'accueil. Au cours des années jugées «bonnes», les familles d'éleveurs quittent leur zone d'attache en novembre ou décembre pour se replier dans les zones agricoles où les animaux peuvent exploiter les résidus culturels dans les champs de décrue. Pendant les années jugées «moyennes», elles empruntent les mêmes itinéraires, sous réserve qu'elles puissent y trouver des conditions favorables et adoptent un rythme de déplacement plus rapide. Pendant les «mauvaises» années, le repli des animaux vers le sud se fait en août et à un rythme plus rapide pour la traversée des zones de forte concentration humaine.

Pour la saison des pluies 2009, les interlocuteurs rencontrés ont insisté sur l'arrivée tardive des pluies et l'interruption prématurée des précipitations. De ce fait, les mares ont connu un niveau de remplissage limité et certaines espèces végétales ne sont pas arrivées à maturité. Dans l'ensemble de la zone, il y a eu un arrêt précoce de pluies entraînant un déficit fourrager important. Cette situation a conduit à une forte pression sur les ressources disponibles. Certains signaux rappellent les symptômes des crises antérieures, notamment celle de 2005 pendant laquelle le bétail a trouvé refuge dans les îles du lac Tchad.



MALI , ZONE DE GAO

La région de Gao est traversée sur plus de 450 km par le fleuve Niger qui délimite deux grandes zones naturelles : Haoussa sur la rive gauche et Gourma sur la rive droite. La vallée du fleuve constitue un important pôle de concentration des populations et des activités économiques. Dans le Gourma, le rythme des déplacements des troupeaux est fonction de la disponibilité et de la qualité des pâturages en fin d'hivernage. En année «normale», les mouvements s'effectuent autour des points de fixation des familles d'éleveurs et l'amplitude des déplacements en direction des zones exondées est comprise dans un rayon de 50 à 100 km. En année «moyenne», les déplacements des troupeaux des agropasteurs peuvent s'effectuer sur une distance de 150 km en saison froide. Lors des «mauvaises» années, tous les groupes effectuent des déplacements sur des distances importantes, de l'ordre de 150 à 300 km, en direction du sud du pays ou du Burkina Faso.

Dans la zone de l'Houassa, en année «normale», les troupeaux n'effectuent pas de déplacements très importants (rayon de 50 à 80 km autour des points d'eau). En année «mauvaise», certains pasteurs se rendent au sud ou vers la frontière nigérienne (200 à 250 km). D'autres emmènent leurs animaux vers l'ouest pour rester dans la vallée ou jusque dans le Gourma, voire même traversent la frontière et s'installent en territoire burkinabè (200 à 350 km).

Interrogés sur la configuration de la crise de 2009, les interlocuteurs insistent sur les éléments suivants : «les nuages étaient abondants dans le ciel, mais les pluies qui tombaient étaient insuffisantes et mal réparties dans le temps et l'espace ; les vents étaient violents et emportaient les nuages, empêchant ainsi les pluies d'arriver». Ils font observer également que «les jeunes pousses d'herbe mouraient avant maturité et qu'elles n'ont donc pas profité des pluies qui sont tombées par la suite ; le pâturage disponible était peu fourni et il a été vite consommé avec l'arrivée massive de transhumants provenant d'autres régions du Mali, mais aussi des pays voisins, surtout le Burkina et le Niger».

BURKINA FASO, ZONE DE FADA

la région de l'Est du Burkina Faso occupe une position transfrontalière (frontière du Niger à l'est et au sud celles du Bénin et du Togo). Elle est une zone de confluence des troupeaux transhumants provenant du nord du pays, mais aussi des pays voisins (en particulier le Niger). En année «bonne», les agropasteurs transhumants ne se déplacent généralement pas avec les animaux ou alors ils effectuent une transhumance d'amplitude limitée (repli à une centaine de kilomètres, vers le sud). En année « moyenne », les départs en transhumance se font à partir du mois de janvier. Par contre, en année « mauvaise », la grande majorité des éleveurs entame la transhumance avant la fin de la saison des pluies pour se rendre dans les pays côtiers (Bénin et Togo). Les éleveurs transhumants affirment avoir noué, au fil des ans, des liens sociaux importants avec les populations des zones d'accueil. L'insertion dans ces zones s'appuie sur le système du tutorat.

Les principaux faits marquants de la saison des pluies 2009 ont été le déficit pluviométrique et l'arrivée précoce des troupeaux transhumants qui ont consommé en peu de temps le fourrage disponible. Les témoignages recueillis insistent sur le fait que les pluies se sont vite installées en avril, puis il y a eu un arrêt jusqu'en juin 2009; ce qui a entraîné une reprise des semis et un assèchement des premières pousses de pâturage. En juillet, la zone a enregistré quelques pluies, avant de connaître une fin précoce des précipitations en début septembre. Cette situation aléatoire a occasionné un déficit de récoltes et de pâturage particulièrement prononcé en zone agricole et agropastorale. La pénurie de ressources fourragères au sud a entraîné une remontée tardive des troupeaux qui avaient déjà effectué la transhumance vers leurs terroirs d'attache. La fin prématurée des pluies a engendré un départ prématuré des troupeaux en transhumance. Dans le même temps, on a observé dans la région une arrivée massive d'autres troupeaux provenant du nord du pays.



3

REPONSES ET STRATEGIES DES PASTEURS FACE A LA CRISE DE 2009

• Une vigilance accrue fondée sur la veille informative

Les sécheresses constituent les événements les plus critiques vécus par les agropasteurs et les pasteurs au cours du demi-siècle écoulé³. Les crises climatiques des années 70 et 80 ont marqué la mémoire collective et individuelle des éleveurs sahéliens tant les conséquences engendrées ont été dramatiques. Aujourd'hui, les pasteurs considèrent que l'ère des sécheresses n'est pas révolue et s'attendent à subir d'autres crises. Dans ces conditions, le défi majeur pour eux est de s'adapter, afin de limiter leur vulnérabilité face aux aléas climatiques.

En 2009, les pasteurs ont analysé la crise pour construire des stratégies d'adaptation dont le premier pilier est l'accès à l'information sur la disponibilité et l'état des pâturages, le maillage et les conditions d'accès aux points d'eau, la situation sécuritaire, les aides annoncées, les conditions d'approvisionnement en céréales et l'importance des effectifs animaux déjà présents dans les zones potentielles de repli. Ils ont obtenu cette information en utilisant plusieurs sources : (i) les voyageurs qui rapportent les nouvelles et témoignent des faits vécus ou observés ; (ii) les éclaireurs partis à la recherche de potentielles zones de repli qui s'informent et informent les autres sur la situation dans différentes zones ; (iii) les rencontres au niveau des points d'eau et des marchés qui permettent aux éleveurs et aux commerçants d'échanger entre eux ; et (iv) la mise à contribution du réseau social pour anticiper les risques et négocier l'accès à l'eau et au pâturage dans des zones non fréquentées en année «normale». Dans le cas spécifique de Gao, certains éleveurs ont eu recours aux moyens modernes de communication. L'utilisation des téléphones satellitaires (Thuraya) a été un moyen d'information efficace qui a favorisé le départ anticipé des troupeaux. De même, l'utilisation des véhicules pick-up pour procéder à la prospection de zones de repli a permis de faire un choix judicieux des itinéraires de transhumance et des destinations.

PROPOS DE PASTEURS 1

«L'année 2009 a été mauvaise pour les éleveurs parce que sur les douze mois de l'année, les pâturages n'ont permis de nourrir les animaux que pendant quatre mois. Pour obtenir des informations sur l'état des pâturages dans les différentes zones, les éleveurs ont eu recours à tous les moyens dont ils disposent : l'utilisation de véhicules pour faire des prospections, la recherche d'information en utilisant le téléphone satellitaire, la fréquentation des marchés hebdomadaires. La crise de 2005 a été durement ressentie par un petit nombre d'éleveurs, alors que celle de 2009 a eu un effet généralisé du fait que la campagne de 2008 a été médiocre du point de vue de la production fourragère. C'est pour cette raison qu'il y a eu des déplacements inhabituels» (Albacher S., éleveur de la communauté songhoy, terroir d'attache de Forgho Songhoy, région de Gao).

• Une stratégie d'adaptation basée sur la flexibilité et la diversité

L'accès à l'information a été déterminant dans le choix des tactiques et stratégies de résistance à la sécheresse. Les témoignages recueillis montrent qu'en 2009, les éleveurs ont combiné diverses stratégies complémentaires pour renforcer leur efficacité sur les budgets familiaux et les troupeaux. Dans ce cadre, les principaux leviers activés par les familles d'éleveurs portent sur :

- (i) le recours à des déplacements exceptionnels d'amplitudes variables (transhumance nationale et transfrontalière) ;
- (ii) la vente anticipée des animaux au moment où les prix sur les marchés sont intéressants pour acheter des céréales, du fourrage (bourgou) et des aliments de bétail ;
- (iii) la protection du noyau reproducteur en vue de préserver les capacités de reconstitution du cheptel ;
- (iv) la collecte et le stockage des résidus cultureux ;
- (v) le développement des cultures fourragères, notamment des bourgoutières.

PROPOS DE PASTEURS 2

« Lors de l'hivernage 2009, ce sont les éleveurs eux-mêmes qui ont fait le constat de la crise. Notre campement a envoyé une personne faire des prospections au sud, jusqu'à la hauteur de la ville de Zinder. Elle n'a pas trouvé de pâturage. On est allé faire des prospections vers le nord dans la zone pastorale vers Adebissinat. Là, on a trouvé des pâturages dans certains endroits. On a donc pris la décision d'envoyer les ovins au nord. Personnellement, j'étais sceptique, car c'est pour la première fois de ma vie que j'ai vu les animaux remonter en transhumance vers le nord en fin hivernage. J'ai alors pensé que cette année serait très mauvaise pour les éleveurs » (Issa A., agropasteur de la communauté Peul Katchinanko'en-Gallanko'e, campement de Djepotoji situé sur l'axe routier reliant Tanout à Agadez au Niger).

La mobilité est apparue dans toutes les zones comme indispensable pour résister à la crise. En effet, face au déficit fourrager et au faible niveau de remplissage des plans d'eau, les déplacements des troupeaux ont été précoces et se sont amplifiés au fil de la saison sèche 2010. Ne pouvant pas trouver suffisamment de pâturage dans leurs zones de repli traditionnelles, les pasteurs ont dû recourir à une mobilité extrême, inter-étatique parfois. Cette transhumance exceptionnelle a contraint les familles d'éleveurs concernées à mobiliser toutes leurs capacités de négociation, car elles ont dû s'entendre préalablement avec des communautés

³Les études de terrain sur la vulnérabilité/résilience de l'élevage au climat dans le cadre du programme ECLiS (IRAM, 2009)

pastorales non habituées à partager, avec elles, les points d'eau et les pâturages. En plus de la mobilité, les stratégies d'adaptation ont pris en compte d'autres exigences liées à : (i) l'approvisionnement céréalier à des conditions acceptables ; (ii) l'accès aux aliments de bétail en période de crise ; et (iii) l'accès au marché pour obtenir des prix rémunérateurs et éviter de brader les animaux.

PROPOS DE PASTEURS 3

« En 2009, la quantité de pluies tombée était insuffisante pour permettre la maturation des graminées qui sont bien appréciées par les ovins en saison sèche. J'ai vendu une trentaine de moutons et constitué un stock de résidus de récolte en plus de ce que j'ai ramassé dans mon champ (dépense estimée à 60 000 francs CFA). Puis, j'ai acheté du son de blé pour un montant de 40 000 francs CFA. Ce stock a permis de tenir jusqu'aux premières pluies, sans que l'on soit obligé d'emmener les animaux ailleurs. On a reçu des informations fournies par les services et projets sur l'ampleur de la crise pastorale. Ils nous ont conseillés de vendre les animaux avant qu'ils ne dépérissent. Dans mon cas, ces conseils n'ont servi à rien, car le reste des animaux que j'ai pu sauver de la sécheresse a été anéanti par les inondations de l'hivernage 2010 (Abdou A., éleveur rencontré à Eliké sur la route reliant Tanout à Agadez au Niger).

• Des degrés de vulnérabilité variables

Les sécheresses répétées depuis le début des années 1970 ont eu une incidence particulièrement importante sur la trajectoire des familles d'éleveurs au Sahel. Les épisodes de sécheresse ont réduit de façon significative les effectifs d'animaux et mis à l'épreuve la résilience des exploitations familiales. Il convient toutefois de souligner que les crises sont ressenties différemment selon les facteurs de risque et les stratégies adoptées.

Les tendances qui se dégagent des témoignages recueillis dans les quatre zones d'étude font ressortir, d'une part, le rôle crucial de la mobilité dans la sécurisation des systèmes d'élevage en période de crise et, d'autre part, l'importance des ventes anticipées d'animaux en vue de constituer des stocks d'aliments de bétail. L'efficacité de la mobilité pastorale repose sur deux facteurs principaux : 1) l'accès à l'information pour une prise de décision anticipée ; et 2) l'aptitude à conduire les troupeaux en transhumance en mobilisant les moyens nécessaires (main-d'œuvre, réseau social pour négocier l'accès aux ressources naturelles, moyens d'exhaure et/ou de transport de l'eau). Aussi, la mobilité pastorale est-elle pratiquée de plusieurs manières, avec des résultats différents sur les systèmes d'élevage. Chaque famille d'éleveurs conçoit sa stratégie de mobilité en fonction de sa perception de la configuration de la saison des pluies, de la taille et de la composition de son troupeau, de la main-d'œuvre qu'elle peut mobiliser, des informations relatives aux zones de repli concernant l'environnement naturel (disponibilité du pâturage, existence de puits, etc.) et social (possibilité de négocier l'accès à l'eau).

ENTRE SECHERESSE, ECLATEMENT SOCIAL ET TENURE FONCIERE : COMPRENDRE LA VULNERABILITE DES FAMILLES D'ELEVEURS DE LA COMMUNE DE DANTIANDOU (NIGER)

L'étude réalisée par Sambo (2010)⁴ dans la commune de Dantiandou au Niger met en exergue la prédominance des sécheresses dans l'influence des trajectoires des familles d'éleveurs. « Pour les acteurs, la période la plus difficile à des degrés divers suivant les ménages a été 1984. A cette époque, les pasteurs qui avaient survécu à la sécheresse de 1973 ont perdu plus de la moitié de leur bétail et sont devenus agropasteurs. Les agropasteurs sont devenus des agro éleveurs avec une activité plus tournée vers l'agriculture et les autres activités génératrices de revenus. Les agropasteurs sont sortis du système pastoral pour chercher du travail auprès des néo investisseurs en vendant leur force et leur savoir-faire.

Ainsi, l'enquête fait ressortir que la véritable vulnérabilité des éleveurs dans la commune a débuté en 1984, avec l'éclatement du tissu social au sein des lignages et des familles qui sont les véritables socles de solidarité en cas de crise. (...) Or la solidarité, la distribution des animaux et de la main-d'œuvre se font d'abord au niveau de la famille globale. Par la suite cette entraide se poursuit au niveau du lignage. Ainsi, cette forme de sécurité sociale observée par ailleurs chez les Wodaabe du nord de la région de Zinder a disparu chez les agropasteurs, laissant place au «chacun pour soi» que certains liens matrimoniaux tentent de cimenter par les mariages. Donc, la sédentarité s'accompagne de la perte d'identité culturelle pastorale, le pulaaku qui servait de référentiel. En témoigne l'absence d'investiture des leaders clés (garsoo et rugga) modèle de la structuration du monde pastoral. Cette perte progressive d'identité pastorale explique, aujourd'hui, leur faiblesse face au rapport de pouvoir des paysans djermas soudés autour des chefs de terres dans les villages en perpétuel accroissement démographique ».

Par ailleurs, le passage à l'agropastoralisme constitue une solution faussement rassurante. « Une des incertitudes, qui renforce la vulnérabilité des ménages des agropasteurs, est la précarité foncière. En effet, alors que l'occupation agricole des espaces pastoraux s'accroît, les pasteurs qui tentent de développer des pratiques agricoles parviennent difficilement à acquérir une sécurité foncière. Les parcelles auxquelles ils peuvent avoir encore accès sont généralement prêtées et sans garantie.

Cette pratique est entretenue depuis de longue date et exacerbée par certains chefs de villages qui n'hésitent pas à remettre chaque année en cause les règles d'accès à la terre (le prêt des champs sous forme de métayage). La conséquence de cette tenure foncière fortement insécure, est que les agropasteurs ont tendance à partir vers d'autres horizons plus accueillants où la pratique de l'agropastoralisme est encore possible (Kouré, Zarmaganda, la périphérie du Parc de W...).

Dans le département de Tanout, les acteurs institutionnels et les éleveurs ont annoncé que les pâturages et l'eau étaient disponibles dans la zone nord en 2009. Par conséquent, près

⁴Bodé, S., 2010. Etudes de cas sur la vulnérabilité et l'adaptabilité des éleveurs face aux événements dans la commune de Dantiandou au Niger ; IRAM ; Rapport de recherche



de 60% des troupeaux ont été conduits dans cette zone où les éleveurs ont dû faire face à de graves difficultés, à cause de plusieurs facteurs :

- (i) l'épuisement des animaux par la marche forcée sur de longues distances dans des zones dépourvues de pâturages ou de points d'eau ;
- (ii) l'éloignement des marchés en zone pastorale qui n'a pas permis de vendre les animaux les plus affaiblis ; et
- (iii) la difficulté pour les troupeaux de descendre au sud pour rejoindre le front des pluies de l'hivernage 2010.

Extrêmement éprouvés par une longue saison sèche, les animaux qui redescendaient vers le sud ont été décimés par les fortes pluies de juillet 2010 (pertes allant de 80 à 100% de l'effectif du cheptel). En revanche, les éleveurs qui se sont retrouvés dans la zone agropastorale du sud (20% des troupeaux du département de Tanout) ont bénéficié de conditions plus favorables, notamment l'accès aux intrants et aux marchés où ils ont pu faire des ventes anticipées d'animaux en vue de préserver le noyau reproducteur. Ces éleveurs ont subi des pertes évaluées à 50% de leur cheptel. Les pasteurs qui se sont déplacés vers les zones transfrontalières, notamment le Nigeria et le Bénin, ont eux aussi, bénéficié de circonstances globalement favorables, même s'ils ont connu quelques difficultés lors de leurs déplacements (insécurité et paiement de taxes illégales). Ces transhumants transfrontaliers ont connu des pertes relativement moins lourdes, de l'ordre de 40% du cheptel.

Les témoignages recueillis dans le département de Haraze Al Biar indiquent que lors de la crise de 2009, les éleveurs ont misé en majorité sur les transhumances exceptionnelles, les départs prématurés des troupeaux et le choix des itinéraires et des destinations en fonction des opportunités. La stratégie qui s'est avérée payante est celle adoptée par les pasteurs Peuls qui ont coutume de se rendre en saison sèche au lac Tchad. En 2009, ces pasteurs ont préféré passer par le Cameroun pour profiter des bons pâturages qui y étaient disponibles, malgré les risques de tracasseries administratives. Par la suite, ils ont pu accéder, contre paiement, au pâturage vert disponible dans les îles au sud du lac. Ainsi, ces groupes n'ont-ils pas enregistré de pertes importantes.

De l'avis de plusieurs pasteurs de la région de Gao, les aléas climatiques remettent en cause les systèmes d'élevage visant l'agrandissement de la taille des troupeaux. Ils estiment que posséder des effectifs d'animaux limités et en meilleur état semble l'un des moyens les plus efficaces pour faire face aux

événements critiques dans le contexte actuel. Cette tendance correspond à un changement de vision surtout au niveau des riches propriétaires de bovins et de camelins qui développent de nouvelles stratégies complémentaires portant sur : (i) la diversification des revenus, grâce à la promotion d'activités à forte valeur ajoutée ; (ii) la limitation des effectifs animaux dans une logique de maximisation des gains économiques ; et (iii) l'adoption d'innovations techniques permettant d'améliorer les performances du troupeau (intrants vétérinaires, aliments de bétail, etc.).

En 2009, ces grands éleveurs ont misé prioritairement sur les ventes anticipées, avec un double objectif : (i) disposer de ressources financières permettant de constituer des stocks d'aliments de bétail (bottes de bourgou et aliments agro-industriels) ; et (ii) la réduction de la taille du troupeau, afin d'être en mesure de mieux prendre en charge les dépenses liées à l'alimentation des animaux qui sont restés dans le troupeau familial. Certains pasteurs interviewés déclarent avoir vendu entre 100 et 120 bovins. En plus de l'achat des aliments de bétail, ils ont utilisé les moyens logistiques modernes pour repérer les sites les plus favorables au niveau de la vallée du fleuve Niger. Les pertes enregistrées par ces familles sont comprises entre 10 et 20% des effectifs animaux. A la différence de ce groupe d'éleveurs, les familles dont le cheptel se compose principalement de caprins et dans une moindre mesure de camelins ont adopté un système de mobilité de très grande amplitude (repli au Burkina Faso). Les animaux ont été durement éprouvés par la famine, les déplacements sur de longues distances et les pluies violentes de la saison des pluies 2010. Les pertes enregistrées par les familles sont comprises entre 40 et 50% de l'effectif des petits ruminants.

On retiendra en conclusion que face à la récurrence des sécheresses, les pasteurs sahéliens ont procédé à une restructuration des systèmes de sécurisation de l'activité d'élevage ; ce qui a permis à certaines catégories d'exploitation de se doter de nouveaux instruments pour faire face au risque et à l'incertitude inérente à la vie pastorale. Dans le même temps, d'autres familles déjà affaiblies par les sécheresses précédentes se sont trouvées dans une situation de précarité accrue en 2009, à cause de l'envolée du prix des céréales et de la chute concomitante de la valeur du bétail sur les marchés. Dans la plupart des zones d'étude, le prix de vente des animaux a été, à certains moments, divisé par plus de trois, alors qu'à la même période le prix des céréales était révisé à la hausse. Dans la zone de Haraze Al Biar, certains bovins familiaux ont été vendus à des prix dérisoires aux bouchers locaux (entre 1 000 et 5 000 francs CFA).



• Diagnostic précoce, mais action tardive

Dans l'ensemble des pays sahéliens, le système d'élevage pastoral reste le parent pauvre des dispositifs de prévention et de gestion des crises. Ce constat avait déjà été fait au Niger lors de la crise alimentaire de 2005 qui a révélé plusieurs faiblesses au niveau du dispositif public (absence d'indicateurs de vulnérabilité pastorale, absence de stratégie cohérente de ciblage des éleveurs, etc.). Il semble que les critiques qui avaient été alors formulées allant dans le sens d'une meilleure prise en compte, en période de crise, des difficultés spécifiques aux pasteurs et agropasteurs n'ont pas permis de tirer des leçons. En effet, dès décembre 2009, l'estimation prévisionnelle avait attiré l'attention sur la nécessité d'atténuer les risques les plus élevés. Ceux-ci concernaient en premier lieu les zones pastorales où un déficit fourrager de deux années successives, avec un niveau record de pénurie de biomasse herbacée en 2009, était déjà enregistré.

Aucune action significative n'a été entreprise de façon immédiate pour deux raisons majeures liées essentiellement au contexte politique. Il s'agit de la réticence des principaux bailleurs de fonds traditionnels à mettre des ressources financières à la disposition des autorités politiques compte tenu du climat politique délétère qui prévalait à l'époque d'une part. Et d'autre part, de l'accaparement des esprits par le conflit politique qui opposait le Parti au pouvoir et l'opposition au sujet de la prolongation du mandat présidentiel. Après le coup d'Etat de février 2010, les autorités de la transition n'ont pas exécuté de façon diligente

un programme d'actions pour atténuer la crise pastorale. Il a fallu attendre la médiatisation de l'hécatombe de Gadabeji (département de Dakoro) où une forte pluie a entraîné la mort de plusieurs centaines de bovins pour que les pouvoirs publics réagissent avec plus de vigueur, à partir de juin 2010.

Cependant, il faut souligner que le retard de plus de six mois entre le diagnostic et les actions d'atténuation ne se justifie pas uniquement par les incertitudes de la vie politique nigérienne. En effet, il faut y ajouter la méconnaissance du monde pastoral par les décideurs et les préjugés tenaces sur les activités pastorales conduisant à adopter des attitudes différentes parfois, mais somme toute préjudiciables pour les éleveurs. Ainsi, certains acteurs sont réticents à intervenir en milieu pastoral pensant que cela suppose des actions trop complexes à mettre en œuvre. Pour d'autres, dans le cas où le dispositif public serait contraint d'intervenir « l'aide d'urgence devrait alors privilégier l'éleveur, plutôt que ses animaux ». D'autres estiment qu'une intervention en milieu pastoral n'est pas nécessaire parce que soit, l'éleveur appartient aux couches sociales privilégiées – « celui qui possède 200 bovins, s'il en perd la moitié à cause de la crise, il lui en restera malgré tout 100 têtes », soit il est un berger salarié et « gère des animaux appartenant à de riches commerçants citadins qui ont les moyens d'acheter des aliments de bétail ».

• Non prise en compte de la spécificité pastorale

Au Burkina Faso, la crise pastorale de 2009/2010 a été diagnostiquée grâce d'une part aux rapports du Groupe Travail Pluridisciplinaire qui a assuré le suivi de la campagne

agropastorale et d'autre part aux informations fournies par le Système d'Alerte Précoce. En avril 2010, les autorités nationales ont pris conscience de la crise alimentaire qui sévissait dans la région de Fada et ont mis en route un dispositif de réponse. Les premiers stocks de vivres (mil, sorgho et maïs) ont été réceptionnés en mai 2010 par les différents départements de la région. Les quantités fournies l'ont été en fonction de la population et de l'évaluation de l'ampleur de la crise alimentaire dans chaque département. Les céréales à l'achat ont été subventionnées pour être vendues à prix modérés. Cela a eu un effet positif sur les conditions de vie d'une partie de la population de la région dans la mesure où elle a créé les conditions d'accessibilité des denrées alimentaires de première nécessité.

Pourtant, les actions menées n'ont pas pris en compte de façon diligente les besoins spécifiques des pasteurs. De plus, aucun mécanisme n'a été mis en place pour faciliter leur accès aux aides disponibles. Les pasteurs transhumants rencontrés lors de l'enquête ont déclaré que les périodes de distribution des vivres n'ont pas tenu compte de leur calendrier de déplacements. Par ailleurs, le délai d'attente pour disposer d'un sac de 100 kg de céréales subventionnées était trop long. Cela ne les a pas incités à prendre part aux opérations d'achat. Ainsi, malgré le dispositif mis en place, l'impact de cet appui a été amoindri par la non prise en compte des spécificités des éleveurs dans la stratégie adoptée.

En février 2010, lors d'une visite qu'il a effectué dans la région de Fada, le Ministre des Ressources Animales a annoncé que le Gouvernement apporterait un soutien aux communautés locales, à travers la mise à disposition de stocks de céréales et d'aliments de bétail. Cependant, l'appui en aliments de bétail n'a été effectif dans la région de Fada qu'en juillet/août 2010 au moment où la campagne hivernale était déjà installée avec un niveau déjà appréciable de reconstitution des pâturages. Il faut ajouter que l'information ne semble pas avoir été bien relayée auprès des éleveurs puisque sur les dix interlocuteurs rencontrés seuls trois ont entendu parler de cet appui.

Au total, 1 075 tonnes d'aliments de bétail ont été mises à la disposition des éleveurs de la région, à des prix subventionnés. Des stocks ont été constitués dans les magasins des postes vétérinaires sous la responsabilité des chefs de zone. Les éleveurs se sont approvisionnés individuellement ou par le biais des groupements et des unités de production (laiteries). Un système de cautionnement des éleveurs par les agents du service de l'élevage a été mis en place dans le but de faire face aux tentatives de fraude. L'opération de vente des aliments de bétail a concerné 129 éleveurs individuels, 7 groupements d'éleveurs et 2 unités de production laitière (laiterie de Fada et Grande laiterie). Si l'on tient compte du fait que la région compte plus de 120 000 familles d'éleveurs, on peut en déduire que l'appui en aliments de bétail n'a pas suscité un grand engouement⁵. Les éleveurs ont bénéficié également d'interventions post-crise qui ont été conduites principalement par la FAO, le Réseau de Communication sur le Pastoralisme, grâce à un appui financier de l'Union Européenne et l'Association pour la Promotion Rurale au Gourma en partenariat avec l'Association Française pour le Développement International.

Au Tchad, les membres du Dispositif ont effectué des missions de terrain pour faire l'état des lieux (juin 2009) et évaluer

l'ampleur de la crise (octobre 2009). Une mission regroupant des institutions nationales et des agences de coopération s'est déroulée en février 2010, avec pour objectifs d'évaluer les situations de vulnérabilité, d'identifier les zones à risques et de déterminer les besoins d'assistance à court et moyen termes. Les appuis en matière d'aliments de bétail ont été fournis aux éleveurs du département de Haraze Al Biar en fin juillet/début août 2010. Ces aides n'ont concerné que 8 477 bovins sur un effectif total de 552 000 têtes (soit 1,54% des effectifs animaux). Les agropasteurs qui ont bénéficié d'une aide d'urgence considèrent que la quantité d'aliment reçue n'était que symbolique dans la mesure où elle ne permettait même pas de compléter un seul animal durant une semaine.

• Un décalage entre volume des appuis fournis et ampleur des besoins identifiés

L'examen de la répartition des appuis, entre les différents groupes d'acteurs sociaux, révèle que les communautés pastorales sont réduites à la portion congrue. Au Niger, par exemple, le budget alloué par l'Etat à l'achat d'aliments de bétail n'a représenté que 2,5% du financement mobilisé dans le cadre de la réponse à la crise. En mars 2010, les pouvoirs publics ont mené quelques actions d'appui dans des sites ayant un indice élevé de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire (ventes de céréales à prix modéré, vente d'aliments de bétail et fourniture de « cash for work » pour encourager la récupération des terres dégradées). En mai 2010, les structures d'appui (ONG, projets, partenaires techniques et financiers) ont fourni une aide diversifiée comprenant notamment : (i) la vente des aliments de bétail à prix subventionné en milieu pastoral (268 tonnes de tourteaux et 506 tonnes de son de blé); (ii) la création et le renforcement de banques céréalières dans les villages sédentaires; et (iii) la distribution gratuite de vivres ciblant 228 078 ménages agricoles et 2 930 ménages pastoraux. Des appuis complémentaires (fourniture de « cash for work », construction de seuils d'épandage, aménagements de puits maraîchers et de pistes rurales, etc.) ont été concentrés dans les zones agricoles.

En mai/juin 2010, plusieurs partenaires techniques et financiers (Programme d'Actions Communautaires II, Oxfam, Vétérinaires Sans Frontières Belgique et Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest) ont appuyé une action d'urgence portant sur l'achat des animaux et leur transformation en viande séchée. Cette opération a concerné à la fois les bovins (5 000 UBT) et les petits ruminants (14 000 têtes). Le prix d'achat des bovins était compris entre 40 000 et 50 000 francs CFA par tête, alors qu'à la même période les bouchers locaux ne proposaient que 5 000 francs CFA par tête. A partir de juin 2010, le dispositif public a mobilisé auprès de la FAO des ressources financières pour acheter 16 000 tonnes d'aliments de bétail qui ont été vendus à prix subventionné aux éleveurs, puis un autre stock de 17 000 tonnes. Par ailleurs, des opérations d'urgence (distribution gratuite ciblée de céréales, vente de céréales à prix modéré, « blanket feeding ») ont été menées en dehors du dispositif public par certains bailleurs de fonds qui se sont appuyés sur des ONG et associations locales (Oxfam, CICR, TIMIDRIA et AREN).

⁵Selon les données statistiques disponibles, la région comptait 120 971 familles d'éleveurs en 2004 (www.insd.bf/IMG/pdf/Depliant_Statistique_region_Est.pdf)



• Une crise à effets divers

Les effets induits par la crise de 2009 n'ont pas affecté de la même manière les familles d'éleveurs dans les différentes zones d'étude. Certaines d'entre elles ont réussi à amoindrir l'impact de la crise sur leurs conditions de vie parce qu'elles ont su activer des leviers efficaces comme la constitution de stocks d'aliments de bétail par exemple. Il convient de souligner que les éleveurs sahéliens ont en majorité bien compris l'enjeu de l'utilisation des aliments de bétail non seulement pour faire face à la pénurie de fourrage, mais aussi pour améliorer la productivité animale. D'autres familles ont pu résister à la crise parce que leur système économique combine l'élevage avec des activités qui sont peu dépendantes du climat (commerce, transport, investissement dans l'immobilier, etc.). En revanche, les familles d'éleveurs, qui avaient déjà été fragilisées par les sécheresses antérieures, se sont trouvées confrontées à de graves difficultés en 2009. La crise a été d'autant plus durement ressentie par ces ménages pastoraux qu'ils n'ont pas bénéficié d'appuis extérieurs conséquents.

Les témoignages recueillis montrent que les effets de la crise ont atteint une ampleur catastrophique dans le département de Tanout où près de huit familles Wodaabe sur dix peuvent être considérées comme sinistrées. Il convient de souligner que les crises alimentaires et pastorales répétées que le Niger a connues au cours de la décennie écoulée ont conduit à un affaiblissement des systèmes socio-économiques. Actuellement, ces systèmes ne parviennent plus à absorber les chocs extérieurs. Ceci à tel point que les familles d'éleveurs, qui ont perdu la totalité de leurs animaux, ont été obligées de se réfugier dans des camps réservés aux personnes indigentes. De l'avis des interlocuteurs rencontrés, les pertes d'animaux enregistrées font de la crise de 2009 une année plus dure que 1984. L'économie des ménages pastoraux affectés prendra plusieurs années avant de se reconstruire. Il est d'ailleurs peu probable que ces ménages puissent reprendre l'activité d'élevage s'ils ne bénéficient pas d'un appui pour la reconstitution de leur cheptel.

En plus des pertes économiques engendrées par la mortalité des animaux, les familles d'éleveurs sont confrontées à des difficultés liées aux conditions de vie humainement inacceptables qui prévalent dans les camps (insalubrité, promiscuité) où vivent 7 000 personnes. La concentration des personnes victimes de la crise dans ces camps a fait apparaître des risques de développement de maladies qui n'affectaient jusqu'ici pas les éleveurs de la zone (choléra, méningite, etc.). Les enfants ont été victimes de la malnutrition suite à l'insécurité alimentaire et à un changement brusque des habitudes alimentaires consécutif à la raréfaction des produits lactés. Sur un autre plan, la fixation des communautés Wodaabe a entraîné une modification profonde de leur mode de vie et de leur organisation sociale fondés sur la mobilité. Ainsi, on observe dans les camps un effritement des relations de solidarité, une destabilisation de structures sociales, ainsi que la remise en cause de l'autorité des leaders communautaires.

Dans le département de Haraze Al Biar, la crise a entraîné des difficultés importantes sur les plans alimentaire et nutritionnel, à cause de la flambée du prix des céréales qui constituent la base de l'alimentation des familles. Le prix du « *coro* » de mil qui est compris en année normale entre 400 et 500 francs CFA est passé à 2 000, voire 2 500 francs CFA. Les difficultés d'accès à la nourriture ont parfois conduit à la dislocation de la cellule familiale. Certains chefs de ménages ont déserté leurs foyers en abandonnant les femmes et les enfants qu'ils n'étaient plus en mesure de prendre en charge. D'autres ont choisi d'envoyer leur progéniture dans les centres urbains sous prétexte de leur permettre de fréquenter l'école ou les madersa.

Les conséquences négatives de la crise pastorale de 2009 ont été plus limitées au Burkina Faso que dans les autres pays concernés par l'étude. Cette situation est liée au fait que l'ampleur et l'intensité de la sécheresse ont été moins fortes dans ce pays. Il s'y ajoute que les éleveurs burkinabè ont adopté une bonne stratégie d'anticipation en constituant des stocks de sécurité alimentaire pour les familles et les animaux.

• Enseignements sur la résilience des systèmes d'élevage

Instruits par l'expérience des crises antérieures, les éleveurs sahéliens tentent de renforcer leurs capacités de résistance aux sécheresses pour se prémunir contre les conséquences dramatiques qu'elles peuvent engendrer (insécurité alimentaire, régression économique et sociale, etc.). Pour appréhender les attitudes adoptées par les éleveurs face aux crises, il convient d'examiner deux questions importantes :

- a) Quels sont les ressorts sur lesquels s'appuient les pasteurs et agropasteurs en période de sécheresse pour assurer le maintien de leur activité d'élevage ?
- b) Quelle est l'efficacité de ces leviers en termes de durabilité des systèmes d'élevage concernés ?

L'analyse des témoignages qui ont été recueillis dans les zones d'étude permet d'identifier quelques stratégies qui sont susceptibles de renforcer la résilience des systèmes d'élevage.

Etre mobile pour résister : Durant les sécheresses, il est crucial pour les élevages transhumants et nomades de développer une « hyper-mobilité » qui peut se traduire par le repli dans les endroits pourvus en pâturage au sein de la zone pastorale, la conduite des animaux dans les zones agropastorales pour exploiter les pâturages et les résidus culturels ou la transhumance transfrontalière. Or, l'autorité politique conférée aux institutions d'intégration pour faire prendre en compte la problématique de la mobilité transfrontalière reste faible, dans un contexte où certains pays d'accueil n'hésitent pas à interdire l'entrée dans leurs territoires des troupeaux transhumants.



Favoriser l'accès aux ressources pastorales aux différentes échelles d'intervention : grâce à la mise en place ou la réhabilitation d'infrastructures appropriées (aménagement de points d'eau modernes, matérialisation des pistes de passage et des couloirs de transhumance, sécurisation des postes d'entrée dans les zones transfrontalières, etc.).

Accéder aux compléments alimentaires pour sauver les animaux : le recours aux aliments de bétail se heurte à des difficultés liées non pas à la quantité disponible sur le marché régional, mais à l'accessibilité des stocks. Cette situation a engendré en 2010 une hausse du prix des aliments de bétail de l'ordre de 24% par rapport aux années de référence (FAO, 2010⁶). Une autre question importante porte sur la démarche à mettre en œuvre pour sécuriser l'approvisionnement en aliments de bétail, non pas à l'échelle des sites pris isolément, mais à l'échelle de l'ensemble d'une zone, tout en tenant compte du fait que la mobilité du bétail tend à s'amplifier en période de crise.

Vendre de façon anticipée les animaux pour une plus grande marge de manœuvre : le fait de vendre les animaux avant qu'ils ne dépérissent comporte des avantages qui sont connus de la plupart des éleveurs. Mais, ces derniers ne parviennent pas parfois à commercialiser leurs animaux, faute de trouver des marchés dans les zones où les animaux sont conduits en transhumance pendant les périodes de crise.

Diversifier les activités et les revenus pour gérer les risques : cette option en faveur de la diversification est adoptée par presque toutes les catégories d'exploitations en milieu pastoral.

La pluriactivité est perçue, à tort ou à raison, comme un levier important de lutte contre la précarité. Elle fonctionne également comme un ressort d'accumulation de capital et de consolidation de la base économique de la famille. Le défi majeur est de trouver les types de combinaison des activités qui offrent des chances de viabilité des économies familiales.

• Défis majeurs de la période post-crise

Appuyer la reconstitution du cheptel pour atténuer la vulnérabilité des ménages démunis : les enjeux majeurs de la sécurisation des économies des ménages pastoraux se structurent d'abord et avant tout autour de la réhabilitation du potentiel productif, en vue de permettre aux familles de reconstituer leur cheptel pour rester dans le système pastoral ou pour reprendre l'activité d'élevage. L'apport d'un effectif d'animaux a pour but de permettre aux ménages en grande précarité de faire face à leurs besoins de base et d'atteindre progressivement le seuil de viabilité pastorale. Les expériences menées dans plusieurs zones pastorales du Sahel, depuis le début des années 1980, montrent que la redistribution du cheptel engendre des impacts positifs et significatifs sur les conditions de vie des bénéficiaires, si l'on respecte certaines conditions de qualité qui concernent notamment le choix de l'animal. Dans le cadre de ces expériences, le défi porte sur la mise en œuvre d'une démarche d'auto-évaluation participative permettant de toucher réellement les ménages vulnérables.

⁶Nagabo, M. et al. Marchés et Sécurité Alimentaire dans le Bassin Est, Bénin, Niger, Nigéria, Tchad, CILSS, FAO, FEWSNET, WFP, Février 2010



6

COMMENT AMELIORER LA COMPLEMENTARITE ET LA SYNERGIE ENTRE LES DISPOSITIFS PUBLICS ET LES STRATEGIES DES PASTEURS ?

La crise pastorale de 2009/2010, par son ampleur géographique du Tchad au Mali, en passant par le Niger et le Burkina Faso au Sahel, et par le déficit accru de pâturage qui l'a caractérisée a rappelé une nouvelle fois l'utilité des dispositifs publics de prévention et de gestion des crises. Les regards des pasteurs mettent en évidence que si le diagnostic a bien été fait à temps, l'action a une fois de plus vu le jour avec retard, elle a rencontré des difficultés de ciblage. Au final, les éleveurs en retiennent un grand décalage et une inadéquation entre les appuis décidés et les besoins des éleveurs qui ne sont pas suffisamment pris en compte dans les dispositifs publics de réponse. Face à ces constats, les organisations des pasteurs s'interrogent sur les voies et moyens permettant d'améliorer les politiques de prévention, et plus globalement comment rapprocher les dispositifs nationaux et les stratégies des pasteurs ?

L'analyse des informations collectées sur la crise pastorale, dans le cadre de cette étude, a permis de formuler des propositions d'actions visant à mieux articuler les niveaux d'intervention local, national et sous-régional d'une part et de distinguer les enjeux conjoncturels et structurels d'autre part. Il est également souligné la nécessité d'accorder un rôle plus spécifique aux associations d'éleveurs dans les dispositifs publics. Plus spécifiquement, il s'agit de réussir à mieux intégrer le risque de crise pastorale dans les politiques de développement rural et dans les dispositifs publics de prévention, en intervenant dans trois registres d'action complémentaires :

1. le soutien renforcé et mieux ciblé aux ménages de pasteurs vulnérables en période de crise ;
2. les actions permettant d'améliorer l'efficacité des dispositifs d'intervention pour permettre aux Etats et aux partenaires techniques et financiers une prise de décision plus rapide et mieux ciblée lors des crises pastorales
3. les actions structurelles indispensables pour une meilleure adaptation des systèmes pastoraux aux différents risques (climatiques, économiques et politiques).

• Un soutien renforcé et mieux ciblé aux ménages de pasteurs

Les travaux conduits dans l'analyse des crises successives sur les trajectoires familiales des pasteurs montrent comment la perte massive et brutale des animaux peut exclure plus ou moins définitivement des familles du système pastoral. Malgré les mécanismes de solidarité endogènes très actifs, en particulier à travers les prêts de bétail, des familles se voient tout de même économiquement et socialement marginalisées. Il est à ce stade important de préciser que le passage à l'agro-pastoralisme, parfois imaginé comme une évolution souhaitable, n'offre pas d'alternative valable dans un

contexte foncier de plus en plus saturé. La perte de la mobilité s'accompagne aussi d'un isolement social très éprouvant pour les familles de pasteurs culturellement organisées pour gérer les déplacements des familles et des troupeaux.

Depuis 1984, et lors des dernières crises comme celles 2005 et 2009, de nombreuses actions de soutien aux pasteurs ont été expérimentées au Sahel par des associations, des ONG, des projets et l'Etat. On citera l'achat des animaux et leur transformation en viande séchée (souvent qualifiée abusivement d'opérations «déstockage»). Il s'agit aussi d'actions de mise à disposition de céréales et de distributions de vivres. Enfin, le soutien à la reconstitution des troupeaux constitue une mesure très appréciée des pasteurs pour revenir à une économie pastorale. Les opérations d'urgence tentent régulièrement de mobiliser des stocks d'aliments du bétail en période de crise.

Cependant, on a pu constater que les interventions étatiques en cas de crise sont généralement lourdes à organiser, couvrent mal les besoins et aboutissent, comme on a pu le voir en 2009, à une mise à disposition trop tardive des aides pour avoir un effet optimal sur les pertes de bétail. C'est le cas particulièrement pour les aliments de bétails. Pourtant, les pasteurs en sont fortement demandeurs et en achètent de plus en plus quand ils sont disponibles sur les marchés à bétail de l'intérieur.

De plus même s'il existe une diversité d'expériences intéressantes et pertinentes, elles sont malheureusement trop peu capitalisées. De ce fait, elles ne sont pas consolidées pour renforcer l'efficacité d'une stratégie d'intervention qui doit anticiper la déclaration des nouvelles crises. La répétition des banques céréalières collectives et banques d'aliments de bétail, à réapprovisionner à chaque campagne en témoigne, alors que les pasteurs développent des stratégies d'approvisionnement en céréales efficaces et articulées sur de vastes espaces commerciaux transfrontaliers.

• Des actions d'amélioration pour l'efficacité des dispositifs d'interventions

Tout l'enjeu est ici de réussir à rapprocher les systèmes d'observation des pasteurs avec ceux des dispositifs d'intervention publics pour accroître la rapidité et la pertinence des prises de décision. La crise de 2009 montre que la connaissance insuffisante du monde pastoral par les acteurs clefs du dispositif d'intervention génère encore de nombreux préjugés, en plus des facteurs politiques, et conduit à une inertie dans les réponses. La question des mécanismes et des critères de ciblage en zone pastorale reste également posée, surtout lorsque les volumes d'appui disponibles sont limités. Un travail important reste à faire pour rapprocher les dispositifs de prévention et de gestion des crises, des organisations d'éleveurs qui permettraient d'améliorer les informations recueillies, de faciliter les prises de décision et un meilleur ciblage des interventions. A cet effet, les pistes à

explorer portent sur : (i) l'élaboration de lignes directrices sur le pastoralisme à l'échelle de la sous-région qui devront faire l'objet de discussions entre les acteurs concernés avant d'être intégrées dans la charte révisée, centrée sur la prévention et la gestion des crises alimentaires ; (ii) l'amélioration de la cohérence et de la coordination des interventions ; et (iii) la mise en place d'un fonds sous-régional de solidarité permettant de mener des actions rapides en période de crise.

• Des interventions structurelles permettant de renforcer l'adaptation des systèmes pastoraux mobiles et de limiter les pertes en période de crise

Cet axe de travail est d'autant plus important qu'il permet aux éleveurs de reconstruire leur économie pastorale au sortir des crises et de se préparer à en affronter de nouvelles.

Sécuriser l'accès aux ressources pastorales en lien avec leur variabilité géographique : réhabilitation des infrastructures pastorales (puits pastoraux publics, balisage des aires de pâturage et des axes de transhumance en zone agricole et agro-pastorale). Plusieurs expériences ont été mises en œuvre au Tchad et au Niger ; elles permettent de tirer de

nombreux enseignements et d'interventions qui associent sécurisation foncière – aménagement pastoral à l'échelle intercommunale et hydraulique pastorale. Le Niger et le Mali se sont par ailleurs dotés récemment d'une stratégie nationale d'hydraulique pastorale permettant une meilleure coordination des interventions dans ce domaine.

Renforcer la connaissance et le respect des droits à la mobilité et aux ressources partagées par les organisations d'éleveurs, les acteurs institutionnels et les acteurs de la société civile. Plusieurs pays comme le Niger, le Mali et la Mauritanie se sont dotés de législations foncières, environnementales et hydrauliques qui reconnaissent les spécificités des modes d'exploitation des ressources pastorales et de la mobilité des hommes et de leurs troupeaux. L'enjeu est d'accompagner les acteurs institutionnels dans l'application de ces réglementations. C'est là un travail important qui incombe plus spécifiquement aux organisations des éleveurs, mais qui justifie le soutien à l'expérimentation de systèmes d'assistance juridique pour endiguer les attitudes répréhensibles de certains élus et administrateurs. Les autres activités importantes concernent : (i) la mise en œuvre opérationnelle des recommandations du forum de Gogounou sur la transhumance transfrontalière ; (ii) la création d'un observatoire sur la transhumance ; et (iii) la poursuite de l'initiative du RMB portant sur mise en cohérence des législations régissant la transhumance dans les pays de la sous-région.

FORUM DE GOGOUNOU SUR LA TRANSHUMANCE TRANSFRONTALIÈRE

Le forum régional sur la transhumance transfrontalière qui s'est tenu à Gogounou, au Bénin, du 14 au 16 avril 2010, a regroupé des participants provenant du Bénin, du Burkina Faso, du Niger, du Nigeria et du Togo. Ces participants représentent les Gouvernements, les institutions sous-régionales d'intégration, les collectivités locales, les organisations professionnelles d'éleveurs et les partenaires techniques et financiers. Au sortir du forum, les participants considèrent que la transhumance transfrontalière comporte des avantages certains et la nécessité de la mise en œuvre des actions.

Résolutions de Gogounou

- Les pays participants au forum de Gogounou conviennent de
- Mettre en application effective la décision A/DEC.5/10/98 relative à la réglementation de la transhumance entre les Etats membres de la CEDEAO ;
 - Elargir à l'ensemble des pays concernés (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Nigeria et Togo) le Cadre de concertation existant et le rendre fonctionnel ;
 - Renforcer et encourager les rencontres de proximité dans le cadre de la gestion de la transhumance transfrontalière ;
 - Concevoir une charte sous-régionale de gestion des parcours prenant en compte les portes d'entrée, les couloirs de passage, les zones de pâturage, les postes vétérinaires, les points d'eau pastoraux, etc. ;
 - Conduire dans les pays de l'espace CEDEAO un exercice de capitalisation, d'actualisation, de traduction et de vulgarisation des textes relatifs à la transhumance afin de les mettre à la portée des acteurs les plus concernés ;
 - Instituer, avec l'appui des partenaires techniques et financiers des caravanes de sensibilisation et de popularisation des textes sur la transhumance transfrontalière ;

- Insérer des lignes dans les budgets nationaux pour assurer le financement pérenne du cadre de concertation ;
- Assurer l'organisation de ce type de concertation à l'échelle sous-régionale en s'appuyant sur les institutions d'intégration ;
- Adopter un schéma d'opérationnalisation d'une transhumance transfrontalière et du transit de bétail qui respecte l'environnement et ses ressources, tout en apportant une plus-value dans le respect des principes d'un partenariat «gagnant-gagnant».

Avancées du forum de Gogounou

Des initiatives concrètes qui ont permis de donner un contenu réel aux résolutions de Gogounou. Ainsi, grâce au dynamisme des antennes nationales du Réseau et aux initiatives des organes et services régionaux, le RBM a été reconnu comme interlocuteur des organisations d'intégration. Le RBM siège dans les groupes de travail régionaux spécialisés : (la taskforce de la CEDEAO sur l'élevage, le foncier et les technologies agricoles et le groupe de travail de l'UEMOA sur le foncier). De ce fait, le RBM est parvenu à faire prendre en compte, la dimension stratégique dans les instruments de politiques sous régionales, telle que le plan d'action de la CEDEAO sur l'élevage sur la période 2010-2020.

Le réseau a également lancé avec les collectivités locales un processus de dialogue politique sur la sécurisation de la mobilité pastorale afin d'identifier les raisons de l'ineffectivité des législations pastorales et mieux comprendre les perceptions et enjeux locaux autour de la mobilité et particulièrement les transhumants transfrontaliers. Il s'agit de promouvoir une nouvelle approche de la transhumance basée sur la promotion de l'intercommunalité transfrontalière. Enfin, l'état des lieux des textes régissant la transhumance dans les pays membres de l'Autorité du Liptako-Gourma est en cours en lien avec la décision de la CEDEAO (A suivre).

⁵Selon les données statistiques disponibles, la région comptait 120 971 familles d'éleveurs en 2004 (www.insd.bf/IMG/pdf/Depliant_Statistique_region_Est.pdf)

A suivre ...

Atelier sur l'état des lieux des textes régissant la transhumance dans les pays membres de l'Autorité du Développement Intégré du Liptako-Gourma

Le Réseau Billital Maroobé en collaboration avec l'ALG a conduit une étude sous régionale (Mali, Niger, Burkina Faso) portant sur (i) l'état des lieux des textes régissant la transhumance dans l'espace ALG, (ii) identification des points d'harmonisation de ces textes législatifs en vigueur dans les pays membres de l'ALG, en tenant compte des enseignements tirés de l'évaluation de la Décision A/DEC.5/10/98 régissant la transhumance dans l'espace de la CEDEAO.

La restitution vise les principaux objectifs suivants :

- Partager et valider les résultats de l'étude et ses recommandations ;
- Favoriser une meilleure prise de conscience de la contribution qu'apporte le pastoralisme sur le plan économique, social, culturel et écologique, mais aussi dans le domaine de l'intégration des économies de la sous-région ;
- Favoriser une meilleure maîtrise des écueils à l'application effective des législations pastorales et des entraves à la transhumance transfrontalière dans l'espace de l'ALG ;
- Inciter les Etats à engager un processus d'harmonisation des législations régissant la transhumance tant au niveau des pays membres de l'ALG qu'au sein de l'espace communautaire ;
- Inciter les Etats à mettre en œuvre de façon effective le plan d'action de la CEDAO relatif à l'élevage et au pastoralisme.

Pour des informations supplémentaires relatives aux actes de l'atelier, contactez :

Billital Maroobé

Secrétariat Technique • BP : 10648 Niamey Niger

Email : billital@intnet.ne

Site web : www.maroobe.org



S'abonner AGRIDAPE

AGRIDAPE est un magazine trimestriel thématique distribué dans 55 pays. Cette revue est l'une des sept éditions internationales du réseau de diffusion et d'échanges d'informations sur des approches respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agro-écologiques et sociales dénommé «AgriCultureS». L'idée fondamentale est que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque et s'appuie sur des savoirs variés dont la diversité est à valoriser et à protéger.

Au-delà du magazine, le programme AGRIDAPE fait la promotion de la gestion des connaissances à travers la capitalisation des expériences et la mise en réseau des acteurs.

Si vous souhaitez vous abonner à AGRIDAPE :

**IED Afrique • 24, Sacré cœur III
BP 5579 Dakar – Fann Sénégal
Email : agridape@iedafrique.org
contact@iedafrique.org
Site web : www.iedafrique.org**

Ce numéro spécial est le fruit d'un partenariat entre Billital Maroobé et le programme AGRIDAPE de IED Afrique.



iram
développement



Oxfam Novib
ambassadeurs van het zelfdoen.

